

ARRETE MUNICIPAL

Référence : ADM-2026-105

Objet :

Permission de voirie et réglemantant le stationnement et la circulation :
par panneaux B15 C18, avenue de l'Union
pour réparation conduites télécom

Le Maire de la commune de Saint-Yrieix sur Charente ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, Départements et Régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et Départements ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1 à L 2212.4, L 130-5, L 411-1 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110, R 411, R 412, R 414, R 431 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I- 8^{ème} partie- signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; modifié le 31 juillet 2002 ;

VU la demande de l'entreprise **DA SOLUTIONS, 13 avenue d'Aygu 26200 MONTELIMAR, représentée par Monsieur Diogo ANDRE, en date du 16.04.2026 ;**

CONSIDERANT que pour l'exécution des travaux, il y a lieu de restreindre la circulation et le stationnement.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : A compter du 22 avril 2026 et jusqu'au 22 mai 2026, la circulation de tous les véhicules sera alternée et restreinte au droit du chantier, avenue de l'Union, le stationnement est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 2 : La chaussée sera rétrécie et la vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire conforme au dispositif de l'instruction interministérielle correspondant à cette interdiction sera mise en place par les soins de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 4 : A la fin des travaux, le pétitionnaire devra remettre les lieux dans leur état initial.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site de la commune de SAINT-YRIEIX et affiché à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Maire de la Commune de ST-YRIEIX sur CHARENTE,
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
et tous les agents assermentés placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Yrieix, le 21 avril 2026.

Le Maire,
Benoît MIÈGE-DECLERCQ.



En application des dispositions des articles R. 421-1 et R.421.5 du code de la justice administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

CERTIFIE EXECUTOIRE		
Réception à la Préfecture de la Charente le : -----	Publication par voie électronique le : <u>22/04/2026</u>	Notification le : -----

A Saint-Yrieix, le 22/04/2026

Le Maire,
Benoît MIÈGE-DECLERCQ.

